

HISTOIRE ET TERRITOIRES

L'ÉCOLE FORESTIÈRE DE NANCY EN 1939-1940

NDLR

En 1940 s'installe pour quatre ans un gouvernement de l'État français connu sous le nom de régime de Vichy. La France est défaite par l'Allemagne ; le maréchal Pétain invite les Français à la collaboration alors que le général de Gaulle les appelle à résister.

Le 18 décembre 1940 se tient une séance du conseil d'administration de l'École nationale forestière⁽¹⁾. M. Joanny Guillard, lui-même ancien directeur du centre de Nancy de l'ENGREF (devenue AgroParisTech), nous propose l'extrait suivant du compte rendu dont il détient une copie. On conviendra à la lecture que les temps durs que vit notre pays n'ont rien à envier à ceux d'il y a 76 ans.

« Le Directeur [il s'agit de Philibert Guinier] présente le rapport annuel moral et financier sur la situation de l'École.

Les budgets de 1939 avaient été établis dans l'hypothèse d'un fonctionnement normal de l'École, les dépenses correspondant à celles habituellement faites dans les divers chapitres. En plus, il était prévu que la construction de l'immeuble neuf serait activement poursuivie.

En raison de l'état de guerre, beaucoup de dépenses prévues pour les quatre derniers mois de l'exercice n'ont pas été engagées : sur un certain nombre de chapitres, il y a un excédent important de recettes, notamment pour les frais de main-d'œuvre et émoluments d'auxiliaires, le fonctionnement de la Station de Recherches, pour le budget de l'École, l'entretien du domaine pour le budget de l'Exploitation.

Il en résulte que le budget de l'École se solde, malgré les dépenses faites pour le bâtiment neuf [il s'agit du bâtiment sis aux 5 et 7 rue Girardet, hébergeant AgroParisTech (salles Jacamon) et la direction territoriale de l'ONF], par un excédent de recettes. Cet excédent, diminué du fait que le budget de l'École pour 1938 se soldait par un déficit de 80063 frs90, se réduit à 10904 frs62.

Dans l'immeuble neuf, les travaux ont été continués jusqu'à la mobilisation et interrompus à ce moment. Mais toutes précautions ont été prises pour que l'immeuble soit clos, que la toiture, les ouvertures et les revêtements ne permettent aucune infiltration et qu'aucun dégât ne résulte de l'état d'abandon. La question se posera plus tard de l'achèvement. Ainsi qu'il a été exposé en 1939, l'élévation inattendue du prix des travaux au cours des années 1937 et 1938, a déterminé des dépenses excédant les prévisions. Tout le fonds de réserve de l'École a été épuisé et des mesures, déjà envisagées, seront à prendre pour achever le bâtiment.

Du mois de janvier au mois de juillet 1939, le fonctionnement de l'École a été normal. Les 112^e et 113^e promotions ont accompli normalement leurs études, toutes deux comptant 25 élèves, dont 14 métropolitains et 11 coloniaux pour la 112^e, 13 métropolitains et 12 coloniaux pour la 113^e.

(1) Le nom de l'École a subi durant la Seconde Guerre mondiale plusieurs changements. Alors que depuis 1898, on l'appelait « École nationale des Eaux et Forêts », elle prend la dénomination, à partir du 20 août 1940, d'« École nationale forestière », nom qu'elle avait déjà entre 1870 et 1898. Mais en 1942, une nouvelle modification intervient, et l'école redevient pour vingt-trois ans « École nationale des Eaux et Forêts ».

En même temps, des élèves étrangers ont fréquenté l'École, et des ingénieurs forestiers étrangers sont venus faire des stages d'études complémentaires. Il importe de signaler que l'un d'eux, M. Tanasesco, de nationalité roumaine a, sous la direction des professeurs de l'École, rédigé une thèse intitulée « Étude botanique et forestière du taillis sous futaie », qui lui a valu le grade de Docteur de l'université de Nancy. Mention doit être faite également d'un ingénieur forestier yougoslave, M. Yankovitch, qui a poursuivi une étude sur « Le reboisement et la correction des torrents dans les Basses-Alpes ». Il a achevé ses observations sur le terrain, et la rédaction du travail après la mobilisation, et au mois d'avril 1940 a obtenu devant la faculté des Lettres de l'université de Nancy le grade de Docteur de l'université de Nancy. Il est consolant, dans les conditions actuelles, d'ajouter qu'un autre forestier yougoslave, ancien élève de l'École, M. Tregubow, qui, depuis plusieurs années, travaille également à la rédaction d'une étude qui doit lui servir de thèse sur les forêts de Bosnie, a passé une partie de l'hiver 1939-40 en France pour se documenter, et n'a pas renoncé à son projet malgré les événements.

La rentrée de 1939 n'a pas eu lieu, tous les élèves ayant été mobilisés. Il a été rendu compte dans la séance du 23 décembre 1939 de la situation du personnel de l'École et des conditions dans lesquelles fonctionnait l'École pendant la période de guerre.

Les événements du mois de juin 1940 ont eu une répercussion profonde sur la vie de l'École. Par ordre supérieur, le Sous-Directeur, qui assurait alors la direction, l'Agent comptable et un des employés subalternes restants, ont dû quitter l'École le 14 juin, emmenant, avec un autocar à gazogène, une partie des archives et la comptabilité de l'École. Après des étapes successives dans la direction de repli qui leur avait été sommairement indiquée, le personnel a rejoint, pendant quelque temps, celui de la 4^e Conservation, à Montech, dans le Tarn-et-Garonne. Le 10 août, la décision a été prise d'installer provisoirement le Sous-Directeur et l'Agent comptable dans l'immeuble dépendant de l'École, à la Station hydrobiologique du Lac-du-Bourget, à Aix-les-Bains.

Pendant ce temps, la garde de l'École était assurée par le concierge vaguemestre, constamment resté à son poste, et, après quelques jours d'interruption, M. H. Marc, Conservateur en retraite, Secrétaire général de l'École, avait pu regagner sa résidence et s'occuper également des intérêts de l'établissement. Les événements qui se sont déroulés ont eu incontestablement des conséquences fâcheuses, que l'on ne peut encore entièrement apprécier, sur l'état de certains locaux et du matériel, et ceci malgré l'énergie et le soin avec lesquels les membres du personnel restant, indiqués précédemment, ont défendu les intérêts de l'École. Jusqu'à présent, il semble que les collections et les laboratoires, ainsi que la bibliothèque, n'aient subi aucun dommage notable et que l'on ait à déplorer avant tout des disparitions ou dégradations de mobilier et tout particulièrement de literie. Actuellement, les locaux d'enseignement et les casernements des élèves sont encore habités par des troupes d'occupation.

Ainsi qu'il a été dit à la séance du 23 décembre 1939, par mesure de sécurité, des documents, instruments et objets divers avaient été transportés, au début de septembre, à l'École des Barres. L'évacuation de cette École, le 14 juin, et son occupation ultérieure ont eu quelques conséquences fâcheuses. Il a été possible de récupérer sans dommages appréciables les livres, des instruments de valeur n'ont pu être retrouvés ou ont été privés de leurs parties les plus précieuses. Des documents ayant valeur de souvenirs ont disparu ou ont été détériorés : ce sont notamment des couteaux de chasse de divers modèles, qui ont été portés par les élèves de l'École depuis sa fondation, et des adresses remises à l'École par les Délégations étrangères qui ont assisté au Centenaire.

Après l'Armistice, la question s'est posée de la reprise des cours et de la réinstallation de l'École. Les démarches, commencées dès le mois d'août, ont abouti, le 7 septembre, au conseil formel, émanant du représentant autorisé des Autorités d'occupation, d'ouvrir l'École dans une ville plus à l'ouest que Nancy.

Le 30 septembre, M. le Ministre Secrétaire d'État à l'Agriculture a décidé que l'École fonctionnerait provisoirement pour l'année 1940-1941, dans les locaux de l'École supérieure du Bois. Les services de recherches sont installés au Laboratoire central d'Essais des Bois, et le service de zoologie au Laboratoire de Zoologie de l'Institut agronomique. La rentrée a eu lieu le 2 novembre 1940.

L'École a ainsi repris son activité dans des conditions anormales et difficiles à bien des égards. Le personnel de l'enseignement et des recherches s'est retrouvé au complet. Toutefois, M. Crestin, Sous-Directeur, atteint par l'extrême limite d'âge actuellement admise, a dû cesser ses fonctions le 31 octobre. D'autre part, les difficultés apportées par les circonstances au fonctionnement de la 1^{re} Section de la Station de Recherches et à la gestion du domaine ont fait maintenir le détachement temporaire dans un autre service de l'un des assistants.

Les élèves de la 113^e Promotion, ayant accompli en 1938-1939 leur première année d'études, et ceux de la 114^e Promotion, comprenant les élèves nommés en 1939 et non entrés à l'École, ont été rassemblés. Pour la 113^e Promotion, sur les 25 élèves, 5 prisonniers n'ont pu rejoindre ; un des deux gardes-généraux-élèves effectuant leurs études en même temps que cette promotion se trouve dans un cas analogue. La 114^e Promotion devrait compter 21 élèves : 4 sont prisonniers et deux ne sont pas libérés du service militaire, en raison de leur classe. 15 élèves composent donc, pour l'instant, la promotion à laquelle s'adjoignent deux gardes-généraux issus de l'École des Barres et autorisés à poursuivre leurs études en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur des Forêts.

Matériellement, le fonctionnement de l'École est gêné du fait de la restriction des locaux disponibles et surtout du manque de documents d'enseignement et de possibilités de démonstration sur le terrain. Malgré la faculté qui a été laissée aux membres du personnel enseignant de ramener de Nancy des objets de collection et livres essentiels, les ressources ainsi transportées sont restreintes. Il importe aussi de faire ressortir que les forêts des environs de Paris, d'un type assez uniforme en ce qui concerne le sol et soumises de temps lointain à des conditions de traitement très spéciales du fait de la proximité de la capitale, n'offrent aucunement les ressources très variées que l'on pouvait trouver à une brève distance autour de Nancy. Enfin, une École ne se réduit pas à un ensemble d'enseignements ou de démonstrations qui peuvent se faire dans des locaux ou en des lieux quelconques. Une École telle que l'École forestière, qui fonctionne depuis 115 ans, exerce son action par les traditions, les souvenirs et les témoignages de l'activité de ceux qui s'y sont succédé. Les forêts d'enseignement, en particulier, tirent leur valeur de la continuité avec laquelle elles ont été traitées et orientées dans des sens déterminés. La situation actuelle ne saurait être qu'un pis-aller et il est souhaitable qu'elle dure aussi peu que possible.

À Nancy sont restés, avec les bâtiments, les collections, la bibliothèque, les laboratoires. Les forêts du domaine, l'Arboretum d'Amance, la pépinière et l'établissement de Pisciculture de Bellefontaine n'ont pas souffert des événements. Il importe d'assurer l'entretien des immeubles et du matériel et d'éviter qu'une négligence de quelques mois ne vienne compromettre les résultats acquis depuis de longues années. Par décision de M. le Directeur Général, M. H. Marc, Conservateur en retraite, Secrétaire général de l'École, a été chargé de la gestion du domaine de l'École et assure en même temps la surveillance des bâtiments et du matériel, en ayant sous ses ordres le personnel subalterne resté en place. Ce personnel comporte notamment le jardinier chef qui peut assurer à l'Arboretum d'Amance des soins suffisants pour que ne soient pas perdus les résultats des essais qui s'y poursuivaient activement, surtout depuis quelques années. L'activité de la pépinière de Bellefontaine a été suspendue et il en a été de même pour l'établissement de pisciculture dont les reproducteurs ont été vendus en automne 1939. Dernièrement, il a été procédé à la pêche de l'étang de Brin ; les résultats en ont été d'ailleurs très peu favorables en raison notamment du manque de surveillance et des déprédations qui ont été commises durant l'été. Dans les forêts du domaine, les coupes ont été marquées par les soins de M. Marc, conformément aux prévisions et leur vente a permis d'alimenter dans des conditions normales la caisse de l'École.

Le fonctionnement de la Station de Recherches est limité en raison de l'empêchement d'accès dans certaines forêts et des occupations exceptionnelles du personnel local. Cependant, tous les efforts seront faits pour que cette activité soit aussi grande que possible et la préoccupation domine encore de faire le nécessaire pour ne pas compromettre, par un abandon temporaire, les expériences en cours depuis longtemps. C'est dans cet esprit que seront poursuivies, dans la limite du possible, les recherches forestières et météorologiques qui sont du ressort de la 1^{re} Section. Une attention toute particulière sera apportée aux Arboretums où la continuité dans les méthodes est d'une importance primordiale. L'Arboretum et le Fruticetum des Barres n'ont pas sensiblement souffert des événements et leur entretien peut être repris de façon normale. D'autres arboretums, tels que Pézanin, la Jonchère, pourront être maintenus et enrichis. Les recherches pédologiques continuent sur le terrain. La Station hydrobiologique du Lac du Bourget a été remise en activité dès le mois de septembre et les travaux entrepris pourront être continués. Un certain nombre de recherches concernant la restauration des montagnes, que les services locaux ont pu continuer en 1940, seront poursuivies.

Le Conseil prend acte du rapport du Directeur et, considérant l'occupation des locaux de l'École par des troupes, émet le vœu que toutes démarches utiles soient faites auprès des autorités d'occupation pour que soient prises des mesures de sauvegarde des collections, de la bibliothèque et du matériel d'enseignement et de recherches restant à l'École. »

(Pas de nom de rédacteur).